

La France, dernière monarchie d'Europe?

La France est le seul pays européen qui ne se soit pas consolé de la disparition du régime monarchique. Affirmer cela semble relever du paradoxe ou de la provocation, s'agissant du pays de la Révolution de 1789 et de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Et pourtant, il suffit d'examiner les faits : après dix années d'expérience révolutionnaire, la France se jette dans les bras de Napoléon, qui instaure une nouvelle dynastie et un pouvoir bien plus monarchique que l'ancien. Après la Restauration et la Monarchie de Juillet, nouvelle expérience républicaine : elle ne dure que trois ans et débouche sur un second Bonaparte. Après Sedan, la 3^{ème} République semble enfin installer durablement la démocratie parlementaire en France. Mais la défaite de 1940 la jette dans les bras d'un monarque – Pétain. Après douze ans seulement de 4^{ème} République, la crise algérienne provoque l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, qui instaure un régime à sa mesure : tout le monde admet que la 5^{ème} République tient davantage de la monarchie constitutionnelle que du régime parlementaire. La seule différence est que le président monarque tire sa légitimité non de son hérédité ou d'un coup d'état, mais du suffrage universel.

On voit donc que la pensée monarchique, à travers ses déclinaisons bonapartistes, puis gaulliste, et maintenant présidentialiste, est loin d'avoir disparu en France. La préparation de l'élection présidentielle de 2007 le montre : chaque candidat(e) est supposé présenter un « projet », définir un « programme », formuler des « propositions ». Le peuple choisit celui en qui il se reconnaît le mieux, et ensuite le président élu doit « appliquer » ses idées, réaliser son programme. Tout part donc de lui et tout y revient : il est à la fois celui qui est censé produire une analyse clairvoyante de la situation du pays, imaginer des solutions pertinentes à tous les problèmes (des banlieues à la sécurité sociale, de l'Europe à la sécurité routière, du mariage des homosexuels à la politique industrielle) et avoir suffisamment d'autorité et de volonté pour les traduire dans les faits.

Or est-ce ainsi que fonctionnent les démocraties modernes? Regardons nos voisins : l'homme (ou la femme) politique est moins un concepteur d'idées que celui qui sait mettre en œuvre une intelligence collective, organiser et animer des processus de négociation, soit entre les diverses composantes de sa majorité (Merkel, Prodi), soit avec des adversaires violents et dangereux (Zapatero avec l'ETA). Leur compétence est moins de tirer de leur cerveau des idées géniales que de provoquer dans tous les domaines des confrontations, des recherches collectives de solutions. Au concept typiquement français de « débat républicain » (on discute, ensuite on tranche en faveur de l'idée supposée la meilleure en faisant voter une loi, enfin on l'applique) se substitue celui de négociation permanente, de recherche de compromis associant tous les partenaires concernés. Processus qui, s'il avait été mis en œuvre dans le cas du CPE, aurait évité la crise qui a paralysé le pays durant des mois.

L'élection présidentielle au suffrage universel est donc la dernière manifestation de la nostalgie monarchique et de son ersatz, la pulsion bonapartiste, qui empoisonnent la vie politique française depuis deux siècles. Que même la gauche n'ose proposer sa suppression parce que les Français y ont pris goût et ne l'admettraient pas, montre bien la profondeur du mal.

Le remède passe-t-il effectivement par sa remise en cause, ou bien plutôt par une transformation profonde de la constitution actuelle, qui restaure les droits du Parlement et limite les pouvoirs du président ? C'est ce dont il faut discuter. Mais ce qui est sûr, c'est que tant que le régime actuel perdurera, la France sera en décalage et en retard par rapport à tous ses voisins. Au président charismatique, universellement clairvoyant et compétent, il faut substituer l'idée et l'image d'un président organisateur et animateur de dynamiques sociales, de décisions prises collectivement. Bref, ce qui comptera, ce n'est pas le programme du

candidat (dont on scrute à la loupe la moindre « petite phrase » pour y discerner des dérives droitières ou gauchistes). Ce sera sa capacité à installer des dispositifs de réflexion et d'action collective. On attend de lui qu'il invente, non des solutions, mais les chemins qui y conduisent. C'est à ce prix que la France conjurera enfin sa tentation monarchiste.

François Galichet
Professeur émérite à l'IUFM d'Alsace